Informations de base

2025/2069(INI) INI - Procédure d'initiative	Procédure terminée
Conclusions et recommandations de la commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie **Subject** 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général 8.40.01.06 Commissions, délégations interparlementaires	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
EUDS Commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie	TOBÉ Tomas (EPP)	12/02/2025
	Rapporteur(e) fictif/fictive MENDES Ana Catarina (S&D) BŽOCH Jaroslav (PfE) SZYDŁO Beata (ECR) BRANDSTÄTTER Helmut (Renew) VAN SPARRENTAK Kim (Greens/EFA) DELLA VALLE Danilo (The Left) ANDERSON Christine (ESN)	

Commission européenne

DG de la Commission	Commissaire
Justice et consommateurs	MCGRATH Michael

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
03/04/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
23/06/2026	Vote en commission		
25/08/2026	Dépôt du rapport de la commission	A10-0199/2026	

15/09/2026	Décision du Parlement	T10-0286/2026	Résumé
15/09/2026	Résultat du vote au parlement		
15/09/2026	Débat en plénière		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2069(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Commission spéciale/d'enquête
Base juridique	Règlement du Parlement EP 213 Règlement du Parlement EP 55
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	EUDS/10/02213

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE775.431	18/12/2025	
Amendements déposés en commission		PE784.367	12/02/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.405	12/02/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.406	12/02/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.407	12/02/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.408	12/02/2026	
Amendements déposés en commission		PE784.433	12/02/2026	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0199/2026	25/08/2026	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0286/2026	15/09/2026	Résumé

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence

Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
MENDES Ana Catarina	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	11/06/2026	Sylvie JOSSERAND & Constance LE GRIP - Assemblée Nationale
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	02/06/2026	Basque Government Delegation to the European Union Basque Parliament Deputies
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	24/03/2026	Sveriges Radio

TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	03/12/2025	Stiftung Mercator
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	29/10/2025	Psychological Defence Research Institute
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	27/10/2025	EUROPE MEDIALAB
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	14/10/2025	Council for European Public Space
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	15/07/2025	EBU-UER (European Broadcasting Union)
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	08/07/2025	Association European Journalists
DÎNCU Vasile	Président(e) de commission	EUDS	26/06/2025	International Fund for Public Interest Media
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	06/06/2025	Civil Society Europe
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	28/05/2025	European Magazine Media Association European Newspaper Publishers' Association News Media Europe
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	27/05/2025	EU DisinfoLab
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	26/05/2025	TikTok Technology Ltd
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	21/05/2025	Council for European Public Space
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	20/05/2025	SOPRA STERIA GROUP Cercle Pégase (Think Tank)
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	30/04/2025	FIMI and Broadcasting Experts
MENDES Ana Catarina	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	29/04/2025	European Newspaper Publishers' Association ENPA
MENDES Ana Catarina	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	23/04/2025	Reporters sans frontières
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	22/04/2025	Reporters sans frontières
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	09/04/2025	Reporters sans frontières
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	07/04/2025	UN Independent Experts on Belarus
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	01/04/2025	Deutsche Welle
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	25/03/2025	Österreichischer Rundfunk, ORF
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	25/03/2025	European Fact-Checking Standards Network
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	19/03/2025	Bundesverband Digitalpublisher und Zeitungsverleger Medienverband der freien Presse e.V.
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	19/03/2025	Schibsted
BRANDSTÄTTER Helmut	Rapporteur(e) fictif/fictive	EUDS	18/03/2025	European Movement International
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	25/02/2025	Konrad-Adenauer-Stiftung
TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	25/02/2025	Konrad-Adenauer-Stiftung

TOBÉ Tomas	Rapporteur(e)	EUDS	18/02/2025	EBU-UER (European Broadcasting Union)

Autres membres

Transparence		
Nom	**Date**	**Représentant(e)s d'intérêts**
WILMÈS Sophie	10/02/2026	Alliance4Europe gGmbH
CAVEDAGNA Stefano	06/02/2026	Open Fiber
DÎNCU Vasile	15/01/2026	Alliance4Europe gGmbH
CAVEDAGNA Stefano	13/01/2026	X
ANDERSSON Li	14/10/2025	Sitra
DÎNCU Vasile	16/09/2025	Taipei Representative Office in the EU and Belgium
SCHALDEMOSE Christel	16/05/2025	DANMARKS FASTE REPRÆSENTATION VED DEN EUROPÆISKE UNION

Conclusions et recommandations de la commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie

2025/2069(INI) - 15/09/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 420 voix pour, 220 contre et 26 abstentions, une résolution sur les conclusions et recommandations de la commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie.

Des mesures plus ambitieuses pour lutter contre les ingérences étrangères

Tout en se félicitant de la communication conjointe sur le bouclier européen de la démocratie, les députés estiment que les mesures exposées dans la communication ne sont pas pleinement en adéquation avec le niveau d'ambition, de prospective et de capacité requis et qu'elles devraient être développées et progressivement renforcées au fil du temps, en vue de garantir la mise en place effective **d'actions solides et contraignantes** pour protéger la démocratie. La lutte contre l'ingérence étrangère, les menaces hybrides et la désinformation nécessite de l'ambition et **une action vigoureuse**, la fragmentation de l'Union restant une vulnérabilité dans la défense de la démocratie.

Les députés constatent avec inquiétude l'évolution du paysage de menaces qui sape les processus et les institutions démocratiques dans l'Union et ses États membres, et qui se caractérise par des activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, des attaques hybrides et des campagnes de désinformation orchestrées par des acteurs malveillants de pays tiers et leurs mandataires dans l'Union. Dans ce contexte, le Parlement a mis l'accent sur la nécessité d'une **approche globale** visant à répondre aux préoccupations liées à l'état de droit et à renforcer la cohésion sociale, la légitimité démocratique et la confiance de la société dans l'ensemble de l'Union et de ses États membres.

La Russie, principale menace extérieure

Estimant que la Russie est la principale menace extérieure pour la sécurité et l'intégrité démocratique de l'Europe, le Parlement a réaffirmé son point de vue selon lequel la Russie est un État soutenant le terrorisme. Il a également condamné l'utilisation par des gouvernements étrangers, en particulier la Russie, pour des motifs politiques, de «**listes noires**», d'interdictions de visa et d'autres mesures restrictives ciblant des citoyens de l'Union, des représentants des autorités publiques et des organisations commerciales, des journalistes et des députés, qu'il qualifie d'instrument de guerre hybride. Les députés ont demandé davantage de **sanctions** à l'encontre des acteurs qui favorisent la désinformation et de ceux qui contribuent à contourner les sanctions existantes. Ils souhaitent que les sanctions adoptées par l'Union après l'invasion de l'Ukraine par la Russie soient plus efficaces et qu'elles produisent des effets plus notables.

Centre européen pour la résilience démocratique

Le Parlement a salué la proposition de la Commission relative à un Centre européen pour la résilience démocratique qui devrait permettre **renforcement de la coordination des efforts** destinés à faire face à l'évolution des menaces communes, en particulier les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et la désinformation. Il a toutefois déploré que le Centre, tel que prévu dans la proposition, ne soit pas doté d'un mandat et d'une habilitation clairs au moyen d'un acte juridique, et ne dispose pas de ressources budgétaires et d'effectifs propres, d'une structure de gouvernance spécifique ou d'un calendrier. Il a invité la Commission à doter le Centre d'un **mandat clair lui permettant de fonctionner comme un centre d'excellence indépendant** pour la détection et l'analyse des activités de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère et de coordonner les actions menées au niveau national. Cette nouvelle structure ne devrait pas faire double emploi avec les instruments déjà existants, mais plutôt regrouper les actions actuellement menées au niveau de l'UE au sein d'une entité unique. La participation devrait être obligatoire pour l'ensemble des États membres et un contrôle parlementaire devrait être assuré.

Résilience numérique

Le Parlement a demandé la mise en œuvre intégrale et **l'application effective de l'ensemble de l'acquis de l'Union relatif au numérique**, y compris les principaux actes législatifs, dans tous les États membres et dans le plein respect des droits fondamentaux.

Les systèmes de recommandation fondés sur l'engagement de certaines très grandes plateformes en ligne entraînent souvent un risque systémique pour le discours public et les processus électoraux, étant donné qu'ils amplifient les contenus clivants ou trompeurs, alimentant souvent la désinformation, tout en favorisant de manière disproportionnée les contenus sensationnalistes par rapport à ceux fondés sur des faits.

Les députés ont invité les grandes plateformes à **atténuer ces risques** en garantissant que les contenus synthétiques ou manipulés (ex : hypertrucages) puissent être clairement distingués des contenus authentiques, et que les médias et les sources vérifiées indépendants et pluralistes sur le plan éditorial bénéficient d'une visibilité appropriée. Ils ont invité la Commission i) à enquêter sur le respect des obligations découlant du règlement sur les services numériques et à prendre des mesures appropriées; ii) à promouvoir **une plus grande transparence et une plus grande responsabilité** dans la conception des systèmes de recommandation algorithmique et de publicité afin de garantir des paramètres par défaut non manipulateurs, tout en promouvant la liberté d'expression et d'information.

La résolution souligne que le bouclier européen de la démocratie doit protéger et défendre **la liberté d'expression et d'information** en tant que droit fondamental applicable tant aux espaces hors ligne qu'aux espaces en ligne. Les députés ont demandé à la Commission de veiller à ce que les plateformes soient tenues **responsables** à cet égard, tout en précisant que la liberté d'expression et d'information a été conçue pour protéger les êtres humains, et non les machines ou les logiciels qui présentent un comportement non authentique.

Protéger les infrastructures critiques

Le Parlement a souligné que les **dépendances structurelles existantes**, dues à la concentration du marché et au contrôle étranger, y compris la domination des grandes entreprises technologiques américaines, dans l'infrastructure numérique de l'Union présentent un risque élevé pour la démocratie, la liberté, la sécurité et la compétitivité au sein de l'Union. Il a invité la Commission à intégrer systématiquement les objectifs de réduction de la dépendance et de renforcement des capacités industrielles européennes dans la mise en œuvre du bouclier européen de la démocratie. Les députés ont réaffirmé la nécessité de suivre une politique favorisant les **achats européens** (buy European) pour les infrastructures critiques.

Résilience électorale

Le Parlement a proposé que l'initiative du bouclier européen de la démocratie soutienne la coordination des efforts, tant en ligne que hors ligne, visant à **maintenir l'intégrité des élections européennes**, notamment la lutte contre les menaces hybrides, les cybermenaces, le financement de l'ingérence et la manipulation de l'information. Les députés ont proposé de classer les infrastructures électorales parmi les **infrastructures critiques**. Ils ont demandé l' instauration d'un principe imposant de connaître l'identité des donateurs pour les dons politiques en cryptomonnaie, des mesures visant à lutter contre les hypertrucages malveillants et les publicités frauduleuses, ainsi qu'une protection renforcée pour les femmes candidates aux élections.

Intégrité des médias et de l'information

Le Parlement estime que les mesures visant à promouvoir et à soutenir des **médias libres, crédibles et indépendants sur le plan éditorial** jouent un rôle central dans la réalisation des objectifs fixés par le bouclier européen de la démocratie. La protection du secteur des médias contre la mainmise politique, économique ou structurelle est une condition préalable pour garantir la résilience démocratique. Les députés ont insisté sur la nécessité d' évaluer l'incidence potentielle des initiatives de l'Union sur le journalisme et les médias éditoriaux, en particulier pour **préserver le pluralisme des médias**. Ils ont reconnu le rôle essentiel des médias de service public pour faire en sorte que tous les citoyens aient accès à des informations fiables, impartiales et diversifiées sur de multiples plateformes.

Enfin, le Parlement a insisté sur le rôle crucial que joue **une société civile active, dynamique et indépendante** en tant que l'un des piliers essentiels de la défense de la démocratie. Il a salué la stratégie de l'Union pour la société civile publiée par la Commission et invité celle-ci à renforcer ses travaux sur le dialogue civil et à mettre en place de nouveaux outils à cette fin.